



PREFET DE LA MAYENNE

Direction de la Réglementation et des Libertés Publiques
Bureau des procédures environnementales et foncières

Arrêté du 11 septembre 2015

portant mise en demeure à l'encontre de la société APROCHIM sise à Grez-en-Bouère, ZI la Promenade, de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral du 14 août 2015 (notifié le 17 août 2015) interdisant la prise en charge de transformateurs dont la teneur est supérieure à 10 000 ppm.

**Le préfet de la Mayenne,
chevalier de la Légion d'honneur**

VU le règlement européen n°277/2012 du 28 mars 2012 établissant pour les PCB contenus dans les produits destinés aux aliments pour animaux, des seuils d'intervention au-delà desquels les Etats membres procèdent à des enquêtes et des teneurs maximales tolérées ;

Vu le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5;

VU la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2006-P-953 bis du 30 juin 2006 réglementant les activités de la société APROCHIM pour son établissement situé ZI La Promenade à Grez-en-Bouère, complété par les arrêtés n°2009-P-1139 du 13 novembre 2009, n°2009-P-1140 du 13 novembre 2009, n°2009-P-1347 du 23 décembre 2009 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2012103-0004 du 12 avril 2012 fixant des prescriptions complémentaires relatives aux valeurs limites d'émissions et mesures de surveillance des émissions et de l'environnement du site, ainsi que la réalisation d'une interprétation de l'état des milieux portant sur les zones agricoles ainsi que sur les zones habitées aux alentours du site ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2012284-0001 du 10 octobre 2012 prescrivant l'application de mesures d'urgence à l'égard de la société APROCHIM, située zone industrielle « La Promenade » à Grez-en-Bouère, suite aux résultats sur les rejets atmosphériques et les prélèvements d'herbes effectués en juillet et septembre 2012 ;

VU l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 16 mai 2013 prescrivant la réalisation d'une étude technique des procédés et la tierce expertise de cette étude ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2013308-0003 du 08 novembre 2013 prescrivant la mise en œuvre des préconisations et conclusions de la tierce expertise effectuée en application de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgences du 16 mai 2013 ;

VU l'arrêté préfectoral n°2014324-0002 du 27 novembre 2014 fixant des prescriptions complémentaires à la société APROCHIM, et demandant que l'étude d'interprétation des milieux détermine la compatibilité de l'exploitation du site avec les productions agricoles locales, en tenant compte des usages antérieurs à la découverte de la contamination du milieu environnant ;

VU l'arrêté préfectoral du 27 mai 2015 fixant des prescriptions complémentaires à l'arrêté préfectoral du 30 juin 2006 modifié, autorisant les activités de la société APROCHIM, dont le siège social est situé Zone Industrielle « La Promenade » sur la commune de Grez-en-Bouère

VU l'arrêté préfectoral du 14 août 2015 fixant des prescriptions complémentaires à la société APROCHIM ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 28 août 2015, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'Environnement ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier du 3 septembre 2015, reçu le 8 septembre 2015 ;

CONSIDERANT qu'en poursuivant la prise en charge de transformateurs avec une teneur en huile de plus de 10 000 ppm, la société APROCHIM ne respecte pas l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 14 août 2015 ;

CONSIDERANT que l'absence d'application des dispositions de cet article est de nature, à aggraver la situation préexistante de contamination de l'environnement par les PCB compte tenu des produits fortement contaminés pris en charge sur le site et qu'il convient d'imposer, à la société de prendre dans les meilleurs délais les dispositions nécessaires en vue de remédier à cette situation ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société APROCHIM de respecter les dispositions prévues dans l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 14 août 2015, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Madame la secrétaire générale de la préfecture de la Mayenne ;

ARRETE

Article 1 - La société APROCHIM est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 14 août 2015 dès notification du présent arrêté.

Article 2 - Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être fait application des sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 - Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nantes, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

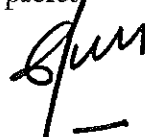
Article 4 - Le présent arrêté est notifié à la société APROCHIM.

Copie en sera adressée à :

- Madame la secrétaire générale de la préfecture
- Monsieur le maire de la commune de Grez-en-Bouère
- Madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement

Chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

le préfet


Philippe VIGNES

